SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1876.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Budget du Ministère de la Jus- tice, pour l'exercice 1877.

(Voir le N^o 103, session 1875-1876, les N^{os} 25 et 42, session 1876-1877,
de la Chambre des Représentants, et le N^o 9 du Sénat.)

Présents : MM. H. DOLEZ, F. DOLEZ, VAN OVERLOOP, BERGH, le baron d'ANETHAN,
Président-Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Budget de la Justice s'élève cette année à 15,908,889 fr., somme supérieure de 340,047 fr. à celle votée pour le Budget de l'année 1876.

Les augmentations demandées montent à 453,930 fr., somme réduite, comme nous venons de le dire, à celle de 340,047 fr., par suite de réductions de 106,883 fr., proposées par M. le Ministre de la Justice lui-même.

Les augmentations sont expliquées et justifiées dans le rapport fait à la Chambre des Représentants; nous croyons pouvoir nous y référer, en faisant remarquer au Sénat qu'elles n'ont donné lieu à la Chambre à aucune observation.

Lors de la discussion générale qui a eu lieu tant à la Section centrale qu'à la Chambre, différentes questions ont été abordées.

On s'est enquis notamment des conséquences qu'avait eues la loi sur la mise à la retraite des magistrats à un âge déterminé. — Au point de vue financier, ces conséquences ont été onéreuses pour le Trésor, puisque de 50,000 fr. les pensions ont atteint le chiffre de 450,000 fr. Cette loi a-t-elle été au moins avantageuse pour les justiciables, en leur procurant une meilleure et plus prompte justice? Votre Commission manque de renseignements pour se prononcer à cet égard; toutefois on a fait observer que des magistrats éminents, encore parfaitement en état d'exercer des fonctions judiciaires, ont été par la loi précitée éloignés de leur siège, et que les cours et les tribunaux ont été ainsi, au détriment de l'intérêt public, privés de leur expérience et de leur science. — Ces membres, sans vouloir invoquer un argument constitutionnel, par respect pour l'opinion de la majorité des Chambres qui ont admis la constitutionnalité de la loi, pensent qu'il y a lieu d'engager le Gouvernement à examiner s'il ne conviendrait pas de revenir

au système de la loi du 20 mai 1845, qui, bien appliquée et modifiée par l'obtention de l'éméritat, pourrait répondre à toutes les exigences du service public.

On s'est occupé aussi de la position des juges d'instruction. Votre Commission invite M. le Ministre à donner suite aux intentions qu'il a manifestées à l'égard de ces magistrats.

Divers orateurs ont appelé l'attention du Gouvernement sur l'accroissement considérable des crimes contre les personnes; ils ont réclamé, dans l'intérêt de la sécurité publique, une répression plus efficace. La question de la peine de mort a fait en grande partie l'objet de cette discussion; nous ne croyons pas devoir rouvrir ce débat. La peine capitale a été maintenue dans notre législation: elle doit donc pouvoir être appliquée quand l'intérêt social le réclame, et c'est ce que M. le Ministre de la Justice a reconnu à deux reprises devant la Chambre (15 décembre, p. 163 et 166). Ceux qui croient à la nécessité du maintien de la peine de mort, peuvent donc être rassurés, car, tout en croyant à cette nécessité, ils admettent largement l'exercice du droit de grâce en cette matière, et ne songent nullement à demander des exécutions capitales que l'intérêt social ne réclamerait pas, et ceux qui, en principe, sont opposés à la peine de mort, doivent être rassurés à leur tour par la certitude que l'application de cette peine, existant dans le Code pénal, n'aura lieu qu'en cas d'évidente nécessité sociale, selon les propres paroles de M. le Ministre de la Justice, paroles qui rappelleront que la peine de mort, quoique non appliquée depuis plusieurs années, n'est pas abolie en Belgique.

L'attention du Gouvernement a été ensuite appelée sur l'utilité de modifier les lois relatives à l'arrestation du failli, à la juridiction en matière de presse, et à l'intervention du Ministère public dans les affaires civiles.

Nous nous bornons à signaler ces différentes questions qui ont une grande importance sans doute, mais dont l'examen viendra utilement lors de la discussion des lois réglant ces matières, lois qui sont, les unes soumises déjà à la Législature, les autres en voie de préparation.

A la différence des autres questions sur lesquelles nous avons présenté quelques observations, celles que nous venons de rappeler en dernier lieu ne peuvent avoir aucune influence sur le vote du Budget de la Justice, ni sous le rapport politique, ni relativement aux chiffres même du Budget; nous croyons donc ne pas devoir nous en occuper dans ce rapport.

Les différents articles du Budget ont été adoptés sans observations; la plupart des crédits sollicités sont constitutionnellement ou légalement obligatoires, les autres résultent de nécessités qui ne peuvent être méconnues.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du Budget de la Justice qui a été voté à l'unanimité par la Chambre des Représentants.

Le Président-Rapporteur,
Baron D'ANETHAN.